



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2863
16 juin 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Face aux diversions du pouvoir

Imposer nos priorités vitales



Europe

**Odieuse chasse
aux migrants**

Page 10

Berlusconi

**À l'image d'un
système pourri**

Page 9

Réindustrialisation

**Des milliards
pour les patrons**

Page 3

Leur société

- Retraites : à quand la censure des travailleurs ? 3
- Réindustrialisation, restructurations : des milliards pour le patronat 3
- Loi de programmation militaire : les députés au garde-à-vous 4
- Annecy : un drame et ses récupérations politiques 4
- Plan canicule : du réchauffé 4
- Fraude sociale : une campagne politique contre les travailleurs 5
- Justice de classe 5
- Ultra-riches : au nom du fisc et du saint-profit 5
- Retraites : un bug de mauvais augure 5
- Urgences : une situation catastrophique 6
- Roland-Garros : médecine de luxe 6
- Psychodon : la santé mentale dans l'impasse 6
- Arrêts maladie 6
- Inflation : le ministre péroré, les prix augmentent 7
- Vinci, Eiffage, Abertis : détresseurs de grand chemin 7
- Matières premières : au bonheur des spéculateurs 7
- Pollution : Lactalis condamné 7
- Écoles de Marseille : pour ne pas voir l'amiante 11
- Asem Rennes : le mouvement des écoles maternelles 11
- Lyon 7^e : écoles vétustes 11
- Pénurie de médecins 12
- Labos pharmaceutiques : Macron aux petits soins 12
- La Réunion : mobilisation contre Wuambushu 12

Dans le monde

- Guerre en Ukraine : les enjeux d'une contre-offensive 8
- OTAN : "une nuée qui porte l'orage"... et la guerre 8
- Berlusconi : les hommages du système à l'une de ses plus belles crapules 9
- Travail des enfants 9
- UE et immigration : après les barbelés, les camps 10
- Tunisie : le prix de la chasse aux migrants 10
- Inde : un accident ferroviaire annoncé 16

Dans les entreprises

- Fonctionnaires 13
- SNCF 13
- Tecumseh - Barentin 13
- Idea Optical - Lannion 14
- Roval - Flers 14
- Nos lecteurs écrivent : cachez la poussière et les ouvriers... 14
- Arkema-Daikin Pierre-Bénite 15
- Saint-Étienne : coup de chaud à Grand Frais 15

Caravanes

- Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre 16

Nos priorités vitales et leurs diversions nauséabondes

Une fois le poste de télé ou de radio éteint, une fois les réseaux sociaux fermés, qu'est-ce qui nous préoccupe en tant que travailleuses et travailleurs ?

C'est de remplir notre chariot et de regarder combien il reste sur notre compte en banque pour payer toutes les factures. C'est le souci de conserver son emploi et son salaire, et de tenir bon malgré les pressions des chefs, les journées harassantes et l'usure physique et morale. Ce sont des problèmes de voiture ou de train pour aller travailler. C'est de jongler entre un rendez-vous chez le médecin et la garde des enfants.

Ces préoccupations ont été mises au centre de l'actualité, grâce à la mobilisation sur les retraites lors de laquelle les travailleurs ont pris la parole et exprimé une colère saine : le refus de se sacrifier sur l'autel des profits ; le rejet de cette politique consistant à rogner sur les salaires, sur les retraites, les écoles et les hôpitaux, quand ça déborde pour les grands actionnaires et les plus fortunés.

Mais depuis que les grèves et les manifestations n'occupent plus le terrain politique, le gouvernement et les démagogues de tout poil ont le champ libre pour faire diversion. Et, pour masquer les responsabilités du grand patronat dans l'explosion des prix, les bas salaires et la dégradation de la société, ces démagogues dénoncent... l'immigration, bien sûr !

Chassant sur les terres de la droite et de l'extrême droite, Macron et Darmanin ont donc lancé un énième projet de loi sur l'immigration. Depuis lors, Ciotti, Le Pen, Zemmour, Maréchal-Le Pen surenchérissent dans les idées les plus crasseuses pour restreindre le droit d'asile et les droits des immigrés.

Ancien Premier ministre, et candidat à la succession de Macron, Édouard Philippe a coiffé tout le monde sur le poteau en remettant en cause l'accord de 1968 avec l'Algérie et le droit au regroupement familial. Les esclavagistes qui déniaient à leurs esclaves le droit d'être soignés ou de vivre avec leur famille n'auraient rien à y redire !

C'est dans ce contexte fétide qu'est survenue l'attaque effroyable d'enfants sur une aire de jeux à Annecy par un réfugié syrien. Ce drame a aussitôt été exploité par la droite et l'extrême droite pour livrer à la vindicte populaire les réfugiés et les musulmans, même si le tueur, certainement déséquilibré, se dit chrétien !

Tout sert de prétexte pour mettre l'immigration au centre du débat politique. C'est un piège pour les travailleurs. C'est une diversion et une façon de diviser et d'affaiblir le monde du travail.

La crise économique, le délitement des services utiles à la population, la dégradation des quartiers pauvres gangrenés par les réseaux de drogue, les incivilités et l'insécurité, provoquent des réactions de repli et de rejet de l'autre. C'est ce terreau que les démagogues exploitent pour faire des immigrés des boucs émissaires.

Ne tombons pas dans le piège de la division, pendant que les capitalistes nous font les poches en nous exploitant et en faisant flamber les prix !

En nous mobilisant contre les 64 ans, que l'on soit du privé ou du public, français ou immigré, nous avons fait la démonstration de notre unité. Cela doit rester notre boussole, car le grand patronat nous fera d'autant plus reculer qu'une partie des travailleurs aura moins de droits.

L'immigration est inséparable de la condition ouvrière, car le pain n'est garanti nulle part à celui qui doit gagner sa vie. Il est forcé d'aller là où il trouve à s'employer. Le patronat en profite pour cantonner les travailleurs immigrés aux travaux les plus durs, les plus précaires et les plus mal payés.

Ce ne sont pas nos camarades algériens, tunisiens, roumains ou d'Afrique noire qui coûtent à la société. Leurs muscles et leurs cerveaux la font fonctionner partout, dans les usines, sur les chantiers, dans les Ehpad et les hôpitaux.

Ceux qui nous coûtent cher, ce sont les capitalistes, cette classe sociale archi-minoritaire qui exploite les travailleurs à l'échelle du monde et qui prospère en condamnant l'écrasante majorité à la pauvreté. C'est cette poignée de parasites qui conduit l'économie et toute la société dans le mur parce qu'elle est aveuglée par sa rapacité et sa guerre économique permanente.

Dans le chaos de cette société, comme les Ukrainiens ou les Syriens, nous pouvons, nous aussi, être transformés du jour au lendemain en réfugiés !

Alors, n'oublions jamais que notre seul ennemi est la grande bourgeoisie qui domine le monde. On ne peut la vaincre qu'avec la conscience de constituer, face à elle, une seule et même classe sociale qui n'a, comme le disait Karl Marx, rien à perdre que ses chaînes et un monde à gagner.

Nathalie Arthaud



Retraites : à quand la censure des travailleurs ?

Lundi 12 juin la motion de censure déposée par la gauche a recueilli 239 suffrages de députés, loin des 289 nécessaires pour faire tomber le gouvernement d'Élisabeth Borne. Il s'agissait-là du dernier épisode de l'inefficace chicane parlementaire pour empêcher le report de l'âge de la retraite à 64 ans.

Désormais cette loi, correspondant aux vœux des marchés financiers, des macronistes et de la droite, va s'appliquer.

Six mois de manœuvres politiques auront démontré, une fois de plus, que la Constitution est faite, et bien faite, pour mettre le pouvoir exécutif à l'abri des incartades parlementaires. Macron et son gouvernement ont pu, au nom du grand patronat, voler deux ans de vie à des dizaines de millions de travailleurs, malgré l'opposition évidente et maintes fois affirmée de ces derniers. La Première ministre peut aujourd'hui affirmer qu'il n'y a pas de majorité alternative et qu'elle est donc autorisée à poursuivre sa

politique, c'est-à-dire les attaques contre les travailleurs. Les oppositions parlementaires, quant à elles, en sont réduites à demander aux électeurs de bien voter la prochaine fois et à promettre le retour à la retraite à 62 ans, mais pas avant 2027 évidemment.

Mais comment les croire ? La gauche, toutes tendances confondues, a renié ses engagements chaque fois qu'elle a accédé aux affaires. Elle a, par exemple, entériné depuis 1993 tous les reculs en matière de retraite, quand elle ne les a pas mis en place elle-même, comme lors de la présidence Hollande. Quant au RN de Le Pen, non seulement sa conversion à la retraite à 62 ans est trop récente pour



À Paris, le 7 février.

être honnête, mais toute sa politique de division des travailleurs conduit à les désarmer face au patronat, à l'État, à l'exploitation. Si même, sur un malentendu ou par un miracle improbable, un gouvernement élu proposait le retour au départ à 60 ou même à 62 ans, il y aurait loin de la coupe aux lèvres. Il lui faudrait réunir une majorité de députés, puis

une majorité de sénateurs et, enfin, avoir l'accord du Conseil constitutionnel. Cela ferait beaucoup, beaucoup trop s'agissant d'une loi qui irait à l'encontre des intérêts de ceux qui gouvernent en réalité, les grandes familles bourgeoises, détentrices de tous les médias, liées aux sommets de l'appareil d'État, façonnant la société depuis des siècles. L'expérience la

plus récente montre à quel point les grands élus sont plus sensibles à la pression patronale qu'aux appels du monde du travail, et l'expérience séculaire montre que l'appareil d'État est avant tout l'instrument du grand capital.

Ce fatras constitutionnel ne peut être défait que par une puissante mobilisation des travailleurs. Des millions d'entre eux ont commencé à en prendre conscience et à le mettre en pratique ces derniers mois, découvrant ou renouant avec la lutte de classe, ses nécessités, ses méthodes et la joie d'être ensemble. Si cette mobilisation n'a pas encore été suffisante, cela ne doit être que partie remise, et pas seulement à propos des retraites. La crise économique et sociale exige l'intervention directe et décidée de la classe ouvrière pour prendre en main les destinées de la société.

Paul Galois

Réindustrialisation, relocalisations : des milliards pour le patronat

Il n'est de jour sans que Macron ne mette en scène une nouvelle initiative pour réindustrialiser la France, relocaliser la production, afin de garantir la souveraineté économique.



Macron en visite dans le groupe pharmaceutique Seqens à Villeneuve-la-Garenne.

Batteries électriques, médicaments, intelligence artificielle, puces électroniques, aéronautique, tous les secteurs y passent.

Après tant d'autres politiciens, Macron reprend l'idée que l'industrie est partie s'installer dans des pays à bas coût de main-d'œuvre, supprimant des emplois par millions. Et en effet, entre 1980 et 2010, selon l'Insee, plus de 2 millions d'emplois ont disparu dans l'industrie en France, et d'abord des emplois d'ouvriers. Les

emplois créés l'ont été bien davantage dans les services, l'informatique, le commerce, l'aide à la personne que dans l'industrie.

Cette évolution résulte, d'une part, d'une augmentation de la productivité et de l'exploitation dans les usines, nombreuses, restées en France, mais où moins d'ouvriers peuvent produire plus d'automobiles ou de polymères. Elle résulte aussi, d'autre part, du choix des patrons des grands groupes de sous-traiter la

production ou de délocaliser leurs usines en Europe de l'Est, en Asie ou ailleurs. Ainsi Serge Tchuruk, PDG d'Alcatel dans les années 2000, s'était fait remarquer en proclamant qu'il fallait « des entreprises sans usines ». Durant ces années de relative désindustrialisation, les patrons ont trouvé le soutien de l'État pour adapter les lois, supprimer des droits de douane, déréglementer le commerce international et réduire le coût des transports.

Aujourd'hui, la réindustrialisation et la relocalisation sont les nouveaux prétextes pour dérouler le tapis rouge aux entreprises : prendre en charge l'essentiel de leurs investissements, leur fournir une main-d'œuvre qualifiée, augmenter la flexibilité du travail, faciliter les licenciements économiques, supprimer leurs impôts... Ainsi Macron a-t-il promis 1,5 milliard d'aides directes de l'État au fabricant de batteries taiwanais Prologium pour qu'il s'installe dans le Nord. Le groupe STMicroelectronics va toucher

2,9 milliards d'euros d'aides pour construire sa nouvelle usine de semi-conducteurs près de Grenoble.

Évidemment, les milliards sont versés au nom de la création d'emplois. Mais si tous ces emplois sont réellement créés, ce qui reste à vérifier, ils seront chèrement payés par les travailleurs. Ainsi, chacun des 1000 emplois annoncés chez ST coûterait près de 3 millions d'euros d'argent public. Ces dizaines de milliards versés à des groupes riches, enrichissant leurs actionnaires privés,

manqueront aux hôpitaux, aux écoles et à tant d'autres infrastructures utiles à la société. Ils viendront augmenter la dette publique, dont le remboursement se paie toujours par de nouveaux sacrifices pour les classes populaires.

La relocalisation de l'industrie et l'objectif de la souveraineté économique sont deux nouvelles marmelles destinées à nourrir la bourgeoisie. Les travailleurs n'ont certainement rien à attendre de cette réindustrialisation.

Xavier Lachau

Cercle Léon Trotsky

**Afrique :
face aux rivalités impérialistes,
pour une politique
de la classe ouvrière**

Samedi 17 juin à 15 heures

Grande salle de la Mutualité

24 rue Saint-Victor, Paris 5^e - Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)

Loi de programmation militaire : les députés au garde-à-vous

Sans surprise et sans accroc, la loi de programmation militaire pour la période 2024-2030 a été adoptée à une très large majorité à l'Assemblée nationale, avec les voix des députés macronistes, des Républicains, de ceux du Rassemblement national et d'une bonne partie de ceux du Parti socialiste.

En augmentation de 100 milliards d'euros sur l'exercice précédent, la manne destinée aux industriels et aux militaires atteindra 413 milliards en 2030, qui manqueront aux hôpitaux, aux écoles et aux transports publics. Le budget d'armement aura doublé

depuis 2017. Quand il s'agit des dépenses militaires, la dette publique n'existe plus et les guéguerres politiques s'éteignent. Ainsi, 408 députés, macronistes et opposants au gouvernement, se sont rangés derrière Macron, le doigt sur la couture du pantalon.

Les 87 députés qui ont voté contre n'ont cependant pas exprimé une opposition résolue et défendu une perspective différente. Tous se déclaraient en faveur d'une augmentation du budget militaire. Les députés de La France insoumise (LFI) reprochent seulement au projet du gouvernement de ne présenter « aucune vision ». Ils ne veulent pas produire moins d'armes, mais ils revendiquent qu'elles le soient dans des entreprises bien françaises, « ramenées dans le giron public ».

Le PCF exprime une opinion de la même eau : selon lui, « notre armée doit être forte, efficace, pour nous protéger de toute attaque extérieure comme du terrorisme ». Son dirigeant, Fabien Roussel, a ainsi déclaré : « Avoir un budget plus important (...), oui et mille fois oui. »

Bien sûr, ni LFI ni le PCF n'oublent de décrier l'OTAN pour mieux parler de souveraineté nationale. Ils se

présentent en champions du pacifisme, mais sans dénoncer les fauteurs de guerre que sont les puissances impérialistes, y compris l'impérialisme français. Au contraire, les explications de vote de leurs députés sont destinées à démontrer que, s'ils arrivaient au gouvernement, ils sauraient se montrer des défenseurs dévoués et responsables des intérêts de la bourgeoisie, comme l'ont été leurs ancêtres de gauche lors des guerres mondiales et des guerres coloniales.

Alors que la course aux armements dévore des ri-

chesses inestimables et que l'aggravation des tensions internationales menace de plus en plus de provoquer une guerre généralisée, les parlementaires, toutes tendances confondues, ont envoyé un message clair : du Rassemblement national aux partis de gauche, tous sont prêts à l'Union sacrée, pas forcément derrière Macron, mais en tout cas derrière l'impérialisme français et son armée, qui n'hésiteront pas à faire des travailleurs de la chair à canon pour la défense des profits capitalistes.

Boris Savin



Annecy : un drame et ses récupérations politiques

Judi 8 juin, quelques heures après l'agression d'Annecy, le gouvernement, la droite et l'extrême droite ont tenté de se livrer à une opération de récupération, avant même d'avoir le détail des informations sur les circonstances de ce drame.

Alors qu'on ignorait les mobiles de l'agresseur et l'état de santé des victimes, la présidente de l'Assemblée nationale a demandé aux députés d'observer une minute de silence. Aurore Bergé, députée Renaissance, a saisi l'occasion pour cracher son mépris aux opposants à la réforme des retraites, taxant la discussion parlementaire de « bataille de chiffonniers, en décalage quand des enfants sont en état d'urgence absolue ». Le ministre de l'Intérieur Darmanin, lui, s'est placé sur le terrain de l'extrême droite : au JT de TF1, après avoir expliqué que l'agresseur était en situation régulière, il a insinué qu'il y aurait pourtant un lien entre son statut de demandeur d'asile et son acte monstrueux. Quant à Macron, il

s'est donné le beau rôle : il s'est rendu au chevet des victimes au CHU de Grenoble et a déclaré à une soignante, main sur le cœur et face à la caméra, qu'il n'abandonnerait jamais l'hôpital public. Comme s'il ne lui refusait pas depuis des années les moyens humains et matériels nécessaires.

La droite et l'extrême droite n'ont pas non plus perdu de temps. À peine connue la nationalité syrienne de l'agresseur, les dirigeants LR Retailleau, Marleix et Ciotti y sont allés chacun de leur couplet contre l'immigration, de façon plus ou moins outrancière. Au RN, la députée Lavalette et Jordan Bardella ont renchéri, rejoints par Le Pen. Zemmour a carrément assimilé les demandeurs d'asile à des tueurs

d'enfants, et vociféré contre un prétendu « francocide ». Enhardies par ce déchaînement de bêtise xénophobe, une quarantaine de personnes se sont rassemblées à Annecy, devant le jardin d'enfants, scandant : « Bleu-blanc-rouge : la France aux Français ! ». À Saint-Brevin-les-Pins, en Loire-Atlantique, une dizaine de jeunes crétiens ont perturbé le conseil municipal aux cris de « Hier Annecy, demain Saint-Brevin ! », comme s'il y avait un lien entre le centre d'accueil pour demandeurs d'asile et l'agression d'Annecy.

Qu'ils aient exploité l'émotion collective pour tenter de faire oublier la réforme des retraites ou pour appeler à la haine contre les migrants, une chose est sûre : ces politiciens bourgeois, tous autant qu'ils sont, ne se préoccupent d'un drame de ce genre et de ses victimes que s'ils peuvent l'exploiter.

Julie Lemée

Plan canicule : du réchauffé

Le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, a annoncé un plan de quinze mesures à mettre en œuvre en cas de fortes chaleurs.

Parmi elles, il y a l'envoi de SMS d'alerte. Comme s'il y avait besoin de cela pour se rendre compte qu'il fait chaud ! Il est aussi prévu de recenser les pièces réfrigérées dans les écoles et les maisons de retraite, mais pas d'en construire. Les jeunes faisant leur service national universel et les facteurs seraient mis à contribution pour rendre visite aux personnes âgées, alors même que la charge de travail des postiers a tellement augmenté ces dernières années qu'ils ne peuvent plus passer un peu de temps avec les plus âgés. Quant aux entreprises, elles seront conviées à faire attention aux conditions de travail...

Il faut s'attendre à recevoir des messages expliquant qu'en cas de fortes chaleurs il faut boire, ne pas pratiquer d'activité physique intense et se mettre au frais. Cela fait des mois, voire des années,

que le gouvernement parle de la nécessité de s'adapter au changement climatique, mais il ne fait que brasser de l'air. Le plan n'a aucun budget spécifique. Les actions mises en avant par le ministre ont un point commun : elles ne coûtent rien, que ce soit en matière de construction, de rénovation ou d'embauche. Le gouvernement est tout aussi incapable de planifier des changements à long terme que de prendre des mesures immédiates de protection.

En attendant, la canicule s'annonce une fois de plus comme un cauchemar pour les travailleurs, qui devront bricoler avec un ventilateur et une bouteille d'eau. Pour ceux qui s'occupent de personnages fragiles, la charge de travail va s'alourdir encore, car ils devront gérer les risques sans moyens ni temps supplémentaire.

Camille Paglieri



Fraude sociale : une campagne politique contre les travailleurs

La méthode du gouvernement dans sa campagne contre la fraude sociale est invariable : publier les comptes d'organismes sociaux ou émanant de services de l'État faisant état de fraudes et laisser entendre, sous la rubrique fraude sociale, que la mère célibataire vivant en couple, le chômeur volontaire, le retraité retourné au pays ou la veuve cumulant les pensions de réversion ruinent la société.

Le dernier chiffre claironné est ainsi celui des fraudes « record » de la Caisse nationale d'allocations familiales, soit 351,4 millions d'euros. Pourtant, dans le département de l'Aisne par exemple, si les fraudes découvertes par la Caisse se montent à 4,5 millions d'euros, leurs propres erreurs ont fait perdre

4 millions aux allocataires. Et, comme partout, un tiers des personnes ayant droit à une aide ne la réclament pas, l'économie qui en résulte excède, et de loin, les prétendues fraudes, c'est-à-dire bien souvent les oublis des allocataires.

La véritable fraude sociale, comme la vérité, est ailleurs. Le gouvernement

lui-même donne les chiffres. Il y aurait 8 milliards d'euros de prélèvements sociaux manquants à cause de ce qu'il appelle le travail informel. Cela recouvre toutes les formes, légales, semi-légales, illégales et ubérisées du travail au noir, sans assurance, sans couverture et sans caisse de retraite. Cette fraude, les travailleurs n'en sont pas les coupables mais les victimes. Les responsables sont les employeurs, de la multinationale aux multiples sous-traitants jusqu'au margoulin de sous-préfecture et, évidemment, le gouvernement qui la protège comme il protège l'exploitation du travail.

Justice de classe

La Cour de cassation a tranché : la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav) est dans son bon droit lorsqu'elle réclame à un retraité le remboursement d'une pension de réversion qu'elle lui versait.

La Cnav s'est acharnée contre le retraité auquel elle versait mensuellement 983 euros brut, lui demandant de rembourser les sommes qu'il a perçues pendant vingt ans, soit 24 000 euros, invoquant le

fait qu'il avait omis de déclarer une retraite complémentaire. Ce revenu supplémentaire suffisait, selon le règlement, à lui faire dépasser de justesse le plafond le privant de sa pension de réversion.

Normalement, un organisme de sécurité sociale comme la Cnav ne peut pas remonter plus de deux ans en arrière quand elle constate une erreur en faveur d'un allocataire. La plus haute autorité de justice a pourtant décidé qu'il en serait autrement dans ce cas, car il s'agit de punir un « fraudeur ». Aussi a-t-elle accordé à la Cnav le droit de remonter dix fois plus loin en arrière, et donc de réclamer à cette personne une somme astronomique, tout en le réduisant au RSA.

Quand il s'agit de riches bourgeois qui soustraient aux impôts des centaines de millions d'euros, tout se négocie à l'amiable, sans faire appel à un juge. Le tribunal et ses rigueurs, c'est réservé aux pauvres !

Jean Sanday



La Grand'chambre de la Cour de cassation.

Retraites : un bug de mauvais augure

Lundi 12 juin, le site Internet Info-retraite, qui permet de simuler la retraite à laquelle on a droit, était inaccessible. À peine modifié pour prendre en compte les 64 ans, il était saturé, chacun voulant savoir à quelle sauce il va être mangé.

Pour l'instant, il ne s'agit que de simulation. Mais,

comme le gouvernement a voulu faire passer ses attaques à marche forcée, ce bug pourrait annoncer un chaos dans le versement des pensions, notamment pour ceux qui vont liquider leur retraite dans les prochains mois. Les Carsat, qui s'occupent du calcul et du versement des pensions, sont déjà débordés

depuis longtemps, avec pour conséquence que certains retraités touchent parfois le premier versement de leur pension plusieurs mois, voire plusieurs années en retard. De quoi craindre que les prochains mois soient catastrophiques pour beaucoup de retraités.

P. R.



ALEXANDRE MARCHI

Le même gouvernement, par la bouche du ministre des Comptes publics, parle de traquer les fausses déclarations d'accident de travail. Mais il ne peut pas y avoir de telles fausses déclarations sans l'accord et même la signature de l'employeur et aucun ne le fait pour les beaux yeux de l'ouvrier. Et, surtout, la norme en matière d'accident de travail est plutôt la non-déclaration, dans les cas les moins graves, et dans tous

les cas lorsqu'il s'agit de travailleurs sans papiers ou sans contrat.

Enfin, lorsqu'un larbin gouvernemental des riches parle de fraude, il devrait tourner sept fois sa langue dans sa bouche, le temps de se souvenir que lui et ses semblables couvrent et organisent la fraude fiscale, soit de 80 à 100 milliards d'euros offerts tous les ans aux plus riches.

Hélène Comte

Ultra-riches : au nom du fisc et du Saint-profit

Une étude de l'Institut des politiques publiques (IPP) publiée le 6 mai révèle non seulement que, plus on est riche, moins on est imposé en France, ce qui est une évidence, mais dans quelles proportions les plus fortunés bénéficient de ce privilège.

Si 37 800 foyers ayant un revenu annuel supérieur à 627 000 euros sont imposés à un taux de 46 %, ils ne représentent que 0,1 % des contribuables. Et plus on grimpe sur l'échelle des revenus, plus le taux d'imposition diminue jusqu'à descendre à 2 % pour les 378 foyers fiscaux les plus riches.

Par quel tour de passe-passe l'État fait-il ces cadeaux royaux à ceux qui croulent déjà sous l'argent ? Tout simplement parce qu'ils bénéficient du régime de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, qui permet de déduire nombre de charges de celles-ci. De plus, l'étude publiée le 6 mai s'appuie sur des chiffres de 2016 et depuis, grâce à la générosité

gouvernementale, le taux d'imposition sur les sociétés est passé de 33 à 25 %, l'impôt sur la fortune (ISF) a été transformé en impôt sur la fortune immobilière (IFI), encore moins contraignant, etc. D'autre part, le nombre de super-millionnaires faisant de super-bénéfices a gonflé depuis cette date.

Un petit calcul effectué par les auteurs de cette étude conclut que, si le barème des impôts personnels était appliqué à ces gens-là, leur taux d'imposition moyen passerait de 26 à 59 %. Et encore, il leur resterait toujours ces millions qu'ils n'auront pas gagné par leur travail, mais par celui de leurs salariés.

Marianne Lamiral

Urgences : une situation catastrophique

Une étude présentée au congrès des urgentistes jeudi 8 juin est venue confirmer ce que l'on sait de longue date, à savoir la situation catastrophique des services d'urgence.

Dans 97 services d'urgence, 1 598 malades de plus de 75 ans ont été suivis entre les 12 et 14 décembre 2022, au moment où une triple épidémie de Covid, grippe et bronchiolite frappait le pays. La moitié seulement avaient pu être hospitalisés dans un lit, quand l'autre moitié était restée au moins une nuit sur un brancard.

Les résultats sont terrifiants. La surmortalité est de 46 % chez les patients ayant passé une nuit sur un brancard aux Urgences. Pire, si on se penche sur les malades les plus fragiles ayant une autonomie limitée, ils ont deux fois plus de risques de mourir quand ils restent ainsi sur un brancard !

Dans le même temps,

le ministre de la Santé François Braun ne cesse de proclamer : « Nous avons un système de santé solide » et déclare aborder avec « fermeté et sérénité » un nouvel été. Mais manifestement Braun, pourtant lui-même ancien urgentiste, a bien compris qu'en passant de la blouse blanche au costume de ministre il fallait aussi apprendre à utiliser la langue de bois et à s'asseoir sur les revendications des salariés de la santé.

Cédric Duval



Arrêts maladie : les responsabilités du patronat



Selon le « baromètre de l'absentéisme » publié chaque année à cette époque par des caisses de retraite complémentaire, 47 % des sondés affirment avoir pris un arrêt maladie au moins une fois en 2022, contre 37 % en 2021.

Il n'en faut pas plus pour alimenter la campagne permanente contre la prépondérante tendance des travailleurs à s'arrêter pour un oui ou pour un non.

Une autre enquête publiée en avril dernier par l'IFOP permettait pourtant de préciser ces chiffres. Elle affirmait d'abord qu'en 2022 le Covid était resté l'une des principales causes de ces absences, « qu'elles soient liées à une contamination personnelle ou à celle d'un enfant », ce qui relativise quand même les choses.

Mais, au-delà de cette précision, l'IFOP pointe la responsabilité de l'employeur dans la maladie : « Pour plus de 70 % des salariés absents, le dernier arrêt de travail aurait pu être évité avec davantage d'actions de prévention santé et avec une plus grande facilité à évoquer les sujets de santé sur les lieux de travail. »

La réalité que vivent tous les travailleurs est que le

patronat les use jusqu'à ce qu'ils craquent. C'est vrai du salarié d'une usine automobile qui se ruine physiquement à suivre des cadences infernales, de la caissière de supermarché souffrant de troubles musculo-squelettiques, mais aussi de toutes celles et ceux qui, à l'accueil d'une banque ou d'un service public, prennent de plein fouet la colère des usagers exaspérés par le manque de personnel. C'est tout aussi vrai des infirmières et des aides-soignantes victimes des réductions d'effectifs.

Face à cela, les travailleurs n'ont pas de raisons d'hésiter à s'arrêter pour se soigner et leur santé physique et psychologique doit passer avant la crainte de représailles patronales. Quant aux médecins, ils ne doivent pas non plus hésiter à signer des arrêts maladie malgré les pressions qu'ils subissent pour en réduire le nombre.

Daniel Mescla

Roland-Garros : médecine de luxe

Comparer les moyens de la structure médicale mise en place pour le tournoi de Roland-Garros et ceux des Urgences d'Ambroise Paré, l'hôpital le plus proche, donne plutôt envie d'aller se faire soigner... à Roland-Garros.

Le système médical privé est bien mieux doté en personnel médical que les Urgences d'Ambroise Paré qui voient passer 140 malades par jour. Ainsi, la Fédération française de tennis annonçait pour les 500 joueurs : « neuf médecins consultants, dix médecins imageurs et échographistes, onze infirmières, 35 kinésithérapeutes, trois podologues,

cinq kinésithérapeutes ATP et six kinésithérapeutes de l'Association internationale de tennis (WTA). » De plus, certains joueurs ont leur propre service médical.

L'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) refuse de communiquer les effectifs du service d'urgence d'Ambroise Paré, mais une infirmière a informé des journalistes : pour 115 patients pris en

charge, il y a environ 16 soignants aux Urgences. Dans le même temps, 19 intervenants médicaux sont déployés par Europ Assistance à Roland-Garros pour le public et 79 membres du personnel médical pour les seuls joueurs.

Cette comparaison déplaît à la Fédération sportive et à l'AP-HP mais elle est d'autant plus marquante que, selon le collectif inter-urgences, 80 services dénoncent des conditions de travail de plus en plus inhumaines.

Jacques Fontenoy

Psychodon : la santé mentale dans l'impasse

La cinquième édition du Psychodon s'est déroulée le 11 juin à l'Olympia. À l'image du Téléthon ou du Sidaction, l'objectif de cette soirée caritative est de récolter des dons pour la recherche, la prévention en psychiatrie et le bien-être des patients.

En effet, la psychiatrie est parmi les spécialités médicales les moins bien financées. Les conséquences de décennies de sous-financement sont des lits d'hospitalisation qui ferment, des médecins psychiatres qui manquent, des bâtiments hospitaliers vétustes, des soignants en nombre insuffisant, des mois d'attente pour des consultations, des renoncements aux soins, des patients à la rue ou en prison, etc.

Les troubles psychiques

sont en hausse et touchent un cinquième de la population, elle-même en augmentation. Mais, faute de spécialistes, des enfants atteints de tels troubles ne sont pas correctement détectés par le système scolaire, pas bien traités non plus car la pédopsychiatrie est en déliquescence.

Dans les structures de traitement des patients, le personnel manque, comme dans les Ehpad. Moins d'encadrement entraîne moins de sorties, moins d'ateliers

thérapeutiques, plus d'enfermement. Dans bien des services de psychiatrie, on est en permanence à la limite d'une maltraitance systémique, au grand désespoir des soignants qui se dévouent pour leurs patients.

Deux ans après les Assises de la santé mentale et de la psychiatrie réunies par le gouvernement en réponse à l'augmentation des troubles induits par la pandémie et les confinements, la situation est encore pire. Ce n'est pas de discours compassionnels qu'ont besoin les patients et les soignants, mais bien d'un changement total de la politique de santé.

Lucien Déroit

Inflation : le ministre péroré, les prix augmentent



Après avoir rencontré une nouvelle fois, le 8 juin, les représentants des sociétés de l'agroalimentaire, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a annoncé une baisse des prix de plusieurs centaines de produits de consommation courante, dont les pâtes, la volaille, les céréales, les huiles.

De fait, les prix de certains produits alimentaires dans les supermarchés sont en baisse par rapport à ce qu'ils étaient il y a quelques semaines. Mais, par rapport à il y a un an, ils ont augmenté de 14,1 %, selon l'Insee. Des groupes comme

Barilla (pâtes) ou LDC (poulets) ne se précipitent pas pour répercuter la baisse des prix de gros qui leur est favorable depuis des mois, et même depuis mars 2022 pour le cours du maïs ou celui du blé, principal composant des pâtes.

Certaines entreprises, comme par exemple le trust du lait Lactalis, celui de la viande Bigard, ou celui de la charcuterie Fleury-Michon, prétendent ne pas pouvoir baisser leurs prix, voire continuent d'envisager des augmentations. Que vaut la parole de dirigeants qui ont avant tout à cœur de satisfaire leurs actionnaires ! Ce ne sont sûrement pas les menaces agitées par Le Maire de publier, fin juin, les noms de ces entreprises qui changeront quoi que ce soit à leurs pratiques.

Même si, dans les semaines qui viennent, l'amorce de baisse se confirme, personne, pas même le ministre, ne promet que les prix retrouveront leur niveau d'il y a un an. La revendication d'augmenter les salaires et de les indexer sur les prix doit être plus que jamais à l'ordre du jour. C'est la seule mesure susceptible de protéger les revenus des travailleurs du racket pratiqué par les capitalistes de l'industrie et de la grande distribution.

Jean Sanday

Matières premières : au bonheur des spéculateurs

Depuis des mois, les cours mondiaux des matières premières ont fortement baissé. Mais les spéculateurs n'en continuent pas moins d'empocher le pactole.



Le cours mondial du gaz a en effet chuté de près de 60% en six mois et celui du pétrole de 40% en un an. En mai, la tonne de blé se négociait 30 à 50% moins cher qu'un an auparavant et le maïs avait baissé de 20% en six mois. Même les

prix mondiaux de l'huile de tournesol et de colza ont été divisés par deux en un an.

Mais les capitalistes de la finance sont capables de tirer leur épingle du jeu, que les cours montent ou bien qu'ils baissent. Depuis 2021, les ABCD (ADM, Bunge, Cargill et Louis-Dreyfus), quatre géants qui contrôlent 70 à 90% du commerce mondial de céréales, enchaînent les records de bénéfices : 6,68 milliards de dollars pour Cargill (+35%) ou encore 4,34 milliards de dollars pour ADM (+60%) en 2022. Trafigura, firme spécialisée dans le trading de pétrole et de métaux, a accumulé 5,5 milliards de dollars de profit en six mois et s'apprête à verser en moyenne 2,7 millions de dollars à chacun de ses 1100 actionnaires.

Des financiers scrutent les pénuries qui peuvent permettre de faire monter les cours et de spéculer avec profit. Le jus d'orange (70% de hausse en un an) serait ainsi devenu la nouvelle coqueluche des traders, après qu'un ouragan s'est abattu sur la Floride cet automne. D'autres prophétisent un krach du blé pour cause de surproduction, tandis que leurs comparses scrutent les satellites météo pour être les premiers à deviner la prochaine catastrophe qui détruira les récoltes.

Les observations par satellite devraient aider à planifier l'alimentation de l'humanité plutôt qu'à rendre la nourriture inaccessible à une partie d'entre elle. Pour sortir cette société de la folie, la seule solution c'est l'expropriation de ces grands capitalistes.

Sacha Kami

Vinci, Eiffage, Abertis : détrousseurs de grand chemin

Le 7 juin, Clément Beaune, ministre délégué aux Transports, avait demandé aux sociétés autoroutières, notamment Vinci, Eiffage et Abertis qui exploitent à elles trois la quasi-totalité des autoroutes françaises, de proposer une ristourne, « dans une période difficile d'inflation, de difficultés sur le pouvoir d'achat ».

Beaune suggérait aux sociétés d'autoroutes de faire un geste au moins comparable à celui fait l'été 2022, à savoir une réduction de 10% pour les détenteurs d'un badge de télépéage payant en chèques-vacances. Depuis, c'est à qui dira mieux. Sanef annonce 50% de réduction à ses clients abonnés au télépéage pour les deux mois de juillet et d'août, quand Eiffage avait annoncé 25% et Vinci 20%.

Ces mesures n'écorneront sûrement pas beaucoup les profits pharamineux des sociétés d'autoroutes, car on estime à cinq millions seulement le nombre de bénéficiaires de chèques-vacances, comparés aux millions d'usagers français et européens qui empruntent les autoroutes françaises. Tous les autres continueront à payer plein pot.

Mais les sociétés d'autoroutes ne se remplissent pas les poches seulement les deux mois d'été. Depuis la

privatisation en 2006, toute une série de rapports ont dénoncé le fait que les gérants d'autoroutes ont engrangé des bénéfices encore bien supérieurs à ce qui était attendu. Un rapport rendu public en mars 2022 a même chiffré ces surprofits à un total de près de 20 milliards d'euros, volés dans les poches des usagers à chaque passage au péage, avec ou sans badge!

Le rapport préconise une baisse de 60% des péages et Bruno Le Maire avait évoqué la possibilité de réduire la durée des concessions au privé. Évidemment, rien n'a été fait, même si Clément Beaune a déclaré : « Je ne suis pas le ministre des sociétés d'autoroutes, je suis ministre de tous les Français qui partent en vacances et qui circulent en voiture. » Si les concessionnaires d'autoroutes se payent de péages, les ministres se payent de mots!

Cédric Duval

Pollution : Lactalis condamné

Suite à la pollution constatée dans le ruisseau du Moulin du Pré, à Vercel dans le Haut-Doubs, en janvier 2022, une fromagerie appartenant au groupe Lactalis s'est vu infliger jeudi 1^{er} juin une amende de 100 000 euros par le tribunal de Besançon.

En janvier 2022, des rejets provenant de la fromagerie ont pollué le ruisseau du Moulin du Pré et provoqué la mort d'une impressionnante quantité de poissons et d'autres organismes vivants. L'eau est devenue impropre à toute vie aquatique.

Depuis un an et demi, Lactalis n'a trouvé ni le temps ni les moyens de

faire les travaux nécessaires pour éviter ce type de pollution. Pourtant, en 2022, le groupe est devenu le numéro 1 français des groupes agroalimentaires. Il a devancé Danone avec 28,3 milliards de chiffre d'affaires. Cette même année, le groupe a transformé 22,6 milliards de litres de lait en fromage, yaourt, beurre, crème...

Toute la société est organisée en privilégiant le profit, sans se préoccuper de la pollution ni de la santé publique. Le principe de précaution consisterait à éliminer le capitalisme.

Correspondant LO

Guerre en Ukraine : les enjeux d'une contre-offensive

Le président ukrainien, Zelensky, disait depuis des mois vouloir chasser l'armée russe du pays. Mais il reportait sans cesse sa contre-offensive. Ces jours-ci, elle semble avoir débuté.

Côté russe, Poutine se félicite déjà de son échec. Zelensky, lui, vante « l'héroïsme de nos soldats » et claironne qu'ils ont repris quatre villages autour de Bakhmout, récemment conquis par les Russes.

Cela, c'est la guerre des communiqués, celle où chaque camp s'adresse à son opinion publique pour la persuader qu'il marche à la victoire. Les sacrifices consentis, en fait imposés aux populations, ne l'auraient donc pas été en vain. Mais, derrière la guerre des mots, il y a la guerre tout court. C'est une réalité dont ils ne parlent jamais, car il leur faudrait alors avouer par combien de morts, d'estropiés à vie, de

destructions de bâtiments et d'autres horreurs se solde leur guerre.

La destruction, probablement par l'armée russe, du barrage de Kakhovka l'illustre une nouvelle fois : avec les villageois noyés dans leur bourgade recouverte par les eaux et les corps de soldats russes ayant dérivé sur plus de cent kilomètres, jusqu'à la mer Noire où se jette le Dniepr. La contre-offensive et les contre-mesures venues d'en face ne font pourtant que commencer. Chaque camp fera tout pour tenir ses positions et en gagner, y compris en se lançant dans une terrible escalade militaire. Car c'est bien ce qui se profile si l'armée de Kiev tente, comme



INNA VARENY / ISTA REUTERS

Une zone inondée après la rupture du barrage de Kakhovka.

elle en a l'intention, de reprendre le contrôle de la plus grande centrale nucléaire d'Europe, celle de Zaporijia, située en amont de l'immense réservoir de Kakhovka.

Après les ratés en série de son « opération spéciale » (échec à prendre Kiev en quelques jours, puis à s'emparer de la russophone Kharkov, seconde ville du pays, perte de Kherson, etc.) Poutine ne peut plus se

permettre de reculer sur le terrain. Il y va de sa survie à la tête de l'État russe, voire de sa vie, quand certains des hiérarques de la bureaucratie russe n'hésitent plus à critiquer violemment la façon dont il piétine en Ukraine.

En face, Zelensky joue aussi sa place, lui qui a adopté la posture du chef de guerre qui saura libérer tout le territoire. Alors que des représentants civils et militaires de l'impérialisme américain suggèrent régulièrement que Kiev devrait céder du terrain en Crimée et dans le Donbass pour mettre un terme au conflit avec la Russie, Zelensky n'a pas le choix. Il lui faut encore et toujours convaincre ses parrains de l'OTAN qu'il est l'homme de la situation : le « père la victoire » ukrainien, celui qui saura défaire cette Russie qui veut s'opposer à la progression vers l'est du camp impérialiste occidental.

Les États-Unis et leurs alliés européens pourraient voir d'un bon œil une telle démonstration de force, qui serait la leur car, sans leurs armes et leurs milliards, l'État ukrainien n'aurait pas tenu longtemps. Mais toute la question pour les dirigeants occidentaux est de savoir si Zelensky a les moyens politiques des déclarations va-t-en-guerre qu'il multiplie au fil de ses rencontres avec eux, en leur réclamant toujours plus d'argent et d'armement. Un des problèmes est que ces armes ont besoin de militaires pour fonctionner. Or l'armée ukrainienne peine à trouver de nouveaux soldats. En seize mois de combats, elle a perdu autant d'hommes que la Russie, mais avec une population trois fois et demie

moins dans laquelle puiser de la chair à canon. Et, à la nécessité d'apprendre aux combattants à utiliser les armements sophistiqués livrés par l'Occident, ce qui prend du temps, s'ajoute un facteur pas moins décisif : la motivation des recrues.

Après l'attaque du Kremlin en février 2022, une volonté de la repousser animait nombre de soldats et de volontaires territoriaux, et cela a contrebalancé la disproportion des forces. Mais aujourd'hui, le gouvernement Zelensky ne peut plus guère en jouer : à la fois parce qu'il n'a pas tardé à se montrer comme il est : corrompu jusqu'à la moelle, aux mains d'oligarques prédateurs n'ayant rien à envier à leurs homologues russes ; et aussi, les médias ukrainiens le constatent, parce qu'une partie de la population ne considère plus – ou plus autant qu'auparavant – cette guerre comme la sienne. On vient de le voir quand, trois habitants de Kiev sont morts de n'avoir pu entrer dans un abri antiaérien lors d'un bombardement. Les réseaux sociaux ont accusé Klitchko, le maire de la capitale, et Zelensky de ne pas entretenir ces abris, voire de laisser détourner les fonds destinés à cela.

Bien sûr, cela ne dit rien sur ce que sera la contre-offensive, ni sur quoi elle peut déboucher. Mais une chose est certaine : ceux qui en payent le prix sans avoir rien à y gagner sont les civils et les conscrits ukrainiens, ainsi que les soldats russes que Poutine leur oppose, issus eux aussi, dans leur immense majorité, des classes laborieuses et populaires de leur pays.

Pierre Laffitte

OTAN : «une nuée qui porte l'orage»... et la guerre

En organisant du 12 au 23 juin en Allemagne et en Europe centrale, au voisinage donc de la Russie, les plus grandes manœuvres aériennes de toute son histoire, l'OTAN réunit, avec Air Defender, 10 000 militaires et 250 avions de guerre, venus de 25 pays membres ou partenaires de l'OTAN, dont le Japon et la Suède.



Exercices militaires du 12 au 22 juin 2023. Sources: Bundeswehr, Contrôle aérien allemand.

Selon ce que les hauts gradés de l'OTAN ont déclaré, il s'agit d'entraîner ces militaires à faire face à des attaques de missiles, de drones, à protéger leurs villes, ports et aéroports, et de renforcer leur interopérabilité. En clair, il s'agit que les forces aériennes

de ces 25 pays apprennent à mieux se coordonner et à combattre au coude-à-coude, à la manière des conscrits qu'on intègre à un régiment pour en faire une force collective cohérente et combattante. C'est ce que, dans ce cas, les galonnés appellent « donner une

formation opérationnelle et tactique » aux forces aériennes de ces 25 pays. Cela afin qu'elles fassent bloc dans le cadre d'un prochain conflit généralisé, pour ne pas dire d'une guerre mondiale.

Car, tout en s'y préparant activement, ces professionnels de l'art de tuer en grand voudraient donner le change. Ainsi, le chef de l'armée de l'Air allemande a prétendu que cet immense rassemblement et ces exercices XXL ne visaient personne et que « nous (l'OTAN) sommes une alliance défensive et (que) c'est ainsi que cet exercice est planifié ».

Ne le croiront que les naïfs incurables. L'ambassadrice américaine en Allemagne, elle, n'en fait pas partie, qui a tenu à faire savoir que ces manœuvres avaient pour but « d'envoyer un message, notamment à la Russie ». Comme on peut l'imaginer, il est aussi destiné à la Chine.

P. L.

Berlusconi : les hommages du système à l'une de ses plus belles crapules

À l'annonce de la mort de Silvio Berlusconi le 12 juin, les hommages ont fusé dans le monde politique italien et au-delà. Cette expression unanime de respect pour un affairiste véreux, misogyne et vulgaire, aux multiples casseroles judiciaires, est révélatrice de la nature du système.

Si le pape, lui-même hospitalisé, s'est uni « au fervent souvenir dans la prière, en lui souhaitant la paix éternelle », ce n'est évidemment pas pour les vertus que Berlusconi aurait incarnées de son vivant, lui qui s'illustra plutôt dans la fraude fiscale, les lois faites sur mesure pour favoriser ses affaires, les liens avec la Mafia, et les orgies organisées pour offrir les services sexuels de jeunes femmes, parfois mineures, à ses « bons amis » haut placés. Mais, comme l'a souligné le cardinal Ruini : « Berlusconi croyait en Dieu et, surtout, il a vaincu les héritiers des communistes ». Voilà une qualité pour laquelle les sommets de l'Église sont prêts à pardonner bien des péchés !

Le gouvernement d'extrême droite de Giorgia Meloni – dont Forza Italia, le parti de Berlusconi, est l'un des soutiens – pleure l'un des siens et a donc décrété un jour de deuil national mercredi 14 juin, jour des funérailles nationales organisées pour « le grand homme qui a changé l'Italie ». Même les représentants du Parti démocrate (PD),

le parti de centre-gauche censé représenter l'opposition, ont exprimé leur « grand respect pour ce protagoniste de l'histoire du pays ».

D'un point de vue politique, Berlusconi peut se targuer d'une longévité exceptionnelle. Entre 1994 et 2011, le magnat des affaires, à la tête du groupe médiatique et financier Fininvest, a en effet établi le record du temps passé au pouvoir. Si son premier gouvernement, en 1994, ne tint que neuf mois, il se réinstalla pour près de cinq ans dans le fauteuil de président du Conseil en 2001, et à nouveau durant trois ans, à partir de 2008.

Berlusconi, produit de la crise politique

En 1994, après des décennies de scandales et de complots, le système politique italien semblait sous les coups portés par le pool de juges milanais baptisé Mains propres, qui révélait la corruption généralisée en vigueur pour l'attribution des marchés publics. L'homme d'affaires Berlusconi partit à l'assaut du



vide politique ainsi créé. En l'espace de quelques mois, il monta son parti Forza Italia comme n'importe quel produit marketing, grâce à son argent et à son empire médiatique. Il prit la tête d'une coalition, le Pôle des Libertés, en s'associant aux néo-fascistes du MSI et aux démagogues de la Ligue du Nord, qui prétendait défendre les Italiens travailleurs et industriels du Nord, contre « Rome la voleuse » et les habitants du Sud du pays, accusés de vivre aux crochets des autres. Berlusconi ne dédaignait pas d'aller dans le sens de ses alliés de temps à autre, déclarant par exemple que Mussolini était un grand homme n'ayant jamais tué personne, soutenant son allié Fini, patron du MSI, auquel on reprochait son goût pour le salut fasciste. Mais l'important n'était pas là pour lui : il fallait d'abord et avant tout lutter contre les « rouges » et pour la liberté de l'Italie, comprenez la liberté des capitalistes de se servir, à commencer par la sienne et celle de ses amis. La bourgeoisie italienne s'accommoda finalement de ce personnage dont le style tranchait avec celui de son personnel politique habituel, et dont la démagogie lui assurait les voix de la petite bourgeoisie,

et même d'une fraction de l'électorat populaire.

Les responsabilités des gouvernements de gauche

Berlusconi put ainsi apparaître sur la scène politique, en 1994, comme l'incarnation d'une « seconde République », censée être plus moderne et plus efficace, avec la complicité de l'ex-Parti communiste, qui venait d'abandonner toute référence au communisme pour se transformer en Parti démocrate de la gauche (PDS). Incarnant l'idée qu'il fallait moderniser la gauche, les anciens dirigeants du PC étaient d'accord pour valider la modernisation du système politique, pour tenter d'en faire un système plus stable, d'alternance entre deux partis de gouvernement, à l'américaine. Dans la période précédente, la gauche s'était employée, avec la collaboration des syndicats, à briser toutes les mobilisations des travailleurs, à démontrer sa capacité à leur faire accepter une politique d'austérité et à se comporter en gouvernants responsables. Le climat de désillusion et de résignation ainsi créé parmi les travailleurs ne pouvait que profiter à la nouvelle offre de

droite du Pôle des Libertés.

En 2001, le retour de Berlusconi au pouvoir fut encore précédé et préparé par les gouvernements de centre gauche, qui menèrent eux-mêmes la politique du grand capital, à coups de privatisations et d'attaques antiouvrières contre les retraites et de mesures précarisant le marché du travail.

Le seul argument d'un centre-gauche, que rien ne distinguait plus, sur le plan de la politique antiouvrière, du pôle de droite qu'incarnerait Berlusconi, devint la personnalité de ce dernier. Mais les dirigeants des partis de gauche, qui dénonçaient la démagogie du milliardaire, sa mainmise sur les médias ou son utilisation du pouvoir politique pour privilégier ses affaires, étaient de moins en moins crédibles, tant ils en avaient été complices, et même acteurs directs. Le « grand homme » que les politiciens de tout bord et leurs valets médiatiques pleurent était bien à l'image de leur société et d'une république bourgeoise corrompue, affairiste, cynique et méprisante à l'égard des plus pauvres. Cela juge tout ce monde politique et médiatique, à plat ventre devant les capitalistes.

Nadia Cantale



Nathalie Arthaud @n_arthaud · 1 j

Une pensée émue aujourd'hui pour tous les travailleurs d'[#Italie](#) qui ont dû supporter pendant si longtemps un capitaliste véreux devenu patron de TV poubelle et politicien misogyne, raciste, violemment anti-ouvrier et anti-immigré. [#Berlusconi](#).

Travail des enfants : une mesure de l'exploitation

Le 12 juin, à l'occasion de la Journée internationale contre le travail des enfants, l'Organisation internationale du travail a rappelé que 160 millions de filles et garçons, âgés de 5 à 17 ans, sont exploités de par le monde, soit 8,4 millions de plus en quatre ans.

À ce propos, l'Unicef, le fonds des Nations unies pour l'enfance, écrit : « Ces enfants qui travaillent sont partout, mais invisibles : domestiques dans les maisons, derrière les murs des ateliers, cachés dans les plantations. Les pires formes de travail comprennent l'utilisation des enfants comme

esclaves, la prostitution, la vente de drogue, le crime ou l'enrôlement comme soldats dans des situations de conflits ou dans d'autres travaux dangereux ». Cette description n'est pas seulement valable pour les pays pauvres où la domination impérialiste a créé les conditions d'une

exploitation féroce. Elle vaut aussi pour les pays impérialistes eux-mêmes, et particulièrement aux États-Unis.

Le département du Travail américain relève ainsi une augmentation de 69% du travail des enfants sur son territoire depuis 2018. Une enquête de février dernier décrit des dizaines de milliers de mineurs isolés, entrés illégalement aux États-Unis, qui n'ont pas d'autre choix que de travailler dans des fermes et dans une multitude

de sociétés sous-traitantes de grands groupes industriels, dans une vingtaine d'États. Dans l'agriculture, 30 000 enfants travailleraient à la pièce, jusqu'à épuisement des capacités physiques. On est loin du petit livreur de journaux qui fait sa tournée en vélo avant d'aller au collège, personnage récurrent des feuilletons hollywoodiens.

La seule limite à l'exploitation étant la résistance des travailleurs, le capitalisme renoue et recrée toujours le

travail des enfants que ses lois ont proscrit dans les périodes de prospérité et sous la pression des luttes ouvrières. C'est oublier que l'exploitation des enfants ne produit pas seulement des bénéficiaires éhontés, des malheurs quotidiens et des rapports de l'Unicef. Elle engendre aussi des révoltes et des révolutionnaires, des Gavroches qui seront prêts à monter sur les barricades au premier appel.

Paul Galois

UE et immigration : après les barbelés, les camps

Tous les dirigeants européens, de Macron à Meloni, la Le Pen italienne, en passant par le socialiste allemand Scholtz, viennent de décider la création de camps pour migrants aux abords de l'Union européenne (UE).

Ces camps seront réservés aux migrants ayant « statistiquement le moins de chances » d'obtenir un statut de réfugiés. Les dirigeants de l'UE ont même déjà désigné les parias : il s'agira entre autres des ressortissants du Maroc, d'Algérie, de Tunisie, du Sénégal, du Bangladesh ou du Pakistan. Quelles que pourraient être les raisons d'une personne d'un de ces pays de demander l'asile, son sort est donc déjà réglé : elle sera expulsée. Et vite, car l'UE compte

traiter 120 000 cas par an dans ces camps qui seront construits pour contenir 30 000 personnes. L'UE compte donc sur un turnover efficace.

Les dirigeants des puissances dominantes de l'Europe, la France, l'Allemagne et l'Italie, osent prétendre qu'elle est le siège de la démocratie et de la liberté. Mais ils représentent d'abord les intérêts des capitalistes de leur pays, ceux des banques et des groupes industriels, qui pillent les

pays pauvres dont viennent les migrants et qui les mettent à genoux économiquement en les étranglant financièrement. Après cela, ces mêmes dirigeants décident d'enfermer dans des camps ceux qui fuient la misère que leurs capitalistes ont eux-mêmes provoquée.

Cela ne fera pas renoncer la plupart de celles et ceux qui sont prêts à tout quitter pour refaire leur vie, mais cela rendra leur condition encore plus catastrophique. Les dirigeants de l'UE le savent d'ailleurs parfaitement, de même qu'ils savent bien que l'immigration est nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'économie. Mais, dans une période



de crise économique de plus en plus catastrophique, il leur faut aussi essayer de détourner la colère montante dans les classes populaires vers des boucs émissaires. C'est le rôle que joue

le thème de l'immigration pour la droite et l'extrême droite, et pour la plupart des gouvernements européens. Là-dessus, Macron, Le Pen et Meloni sont au diapason.

Pierre Royan

Tunisie : le prix de la chasse aux migrants

La présidente de la commission de l'Union européenne (UE), Ursula von der Leyen, s'est rendue à Tunis le 11 juin, apportant son soutien à la politique de la Première ministre italienne d'extrême droite, Giorgia Meloni.



Tunis, le 11 juin : marché conclu.

Prétextant « investir dans la stabilité et la prospérité de la Tunisie », les dirigeants européens venaient proposer leur aide financière contre l'assurance que la Tunisie gardera ses migrants.

Un projet d'accord de coopération avait déjà amené Meloni à Tunis quelques jours plus tôt, mais l'annonce, le 9 juin par l'agence Fitch, de l'effondrement de la note de la Tunisie a précipité son retour. « Il est impératif d'éviter l'effondrement économique et social du pays », disait-il y a deux mois le représentant européen Josep Borrel : les conséquences pour la

population, déjà durement touchée par la pauvreté dans de larges régions, le chômage, en particulier des jeunes, l'inflation et l'écroulement du dinar, en seraient douloureuses.

Mais sous la surface polie des déclarations, sous les mots soigneusement choisis pour ne pas froisser les relations européenne-tunisiennes, se révèle l'attitude des bourgeoisies du Nord devant l'arrivée de plus en plus nombreuse de pauvres du Sud. En première ligne de barrage se tient en l'occurrence Meloni, campée sur sa politique anti-migrants tapageuse, et

soutenue désormais par les responsables de l'UE.

Rien d'humanitaire, et encore moins d'humain, n'a de place dans la démarche. Se souvenant de l'afflux de migrants arrivés sur les côtes de Lampedusa en 2015, à la suite de la guerre civile en Libye, les dirigeants politiques italiens craignent que la crise frappant la population tunisienne n'accélère encore les tentatives de passage de pauvres fuyant la misère ou la guerre au-delà du Sahara. Loin de proposer leur aide désintéressée, les représentants des pays riches étaient donc là pour tenter de convaincre le président Kais Saïed d'accepter d'urgence et dans sa totalité le prêt du FMI de 1,9 milliard de dollars. Or ce prêt reste suspendu à l'application de mesures contraignantes pour l'économie tunisienne, en vérité pour la population travailleuse.

La réduction du déficit budgétaire exigée, assortie de la privatisation d'entreprises publiques, du contrôle de la masse salariale et de la baisse de subventions dans le secteur public signifierait des salaires amputés et du chômage pour des milliers de petits fonctionnaires. L'arrêt des aides aux secteurs du transport, de l'électricité, du gaz, se traduirait par des hausses insupportables pour la population.

Ainsi la STEG – électricité et gaz – prévoit respectivement 30 % et 15 % de hausse des prix. De même, la fin des subventions aux produits alimentaires de base, comme les tomates ou le lait, ou aux hydrocarbures, aurait de quoi exacerber la colère.

Alors, pour aider Kais Saïed à intensifier l'austérité, déjà inscrite dans la loi de finances de 2023, en se pliant totalement aux exigences du FMI pour déclencher le prêt, les dirigeants européens ouvrent les cordons de la bourse. 900 millions d'euros sont promis au titre de l'assistance financière, et même 150 millions d'aide budgétaire immédiate ! Et d'ajouter, pour faire bonne mesure, un projet de modernisation de l'accord commercial Tunisie-Europe et,

avant de partir, quelques projets déjà en cours pour aider le président à sauver la face.

Ce dernier cédera-t-il à ces multiples pressions ? En visite inopinée à Sfax, le 10 juin, il déclarait être « venu pour écouter les préoccupations des citoyens de la région », ajoutant : « Nous ne tolérerons plus que quiconque sur le sol tunisien soit en proie à un traitement dégradant, humiliant et inhumain ». C'est prendre le contre-pied de ses récentes déclarations, violemment hostiles aux réfugiés subsahariens. Le dirigeant tunisien craint sans doute que l'acceptation de l'austérité demandée par l'UE n'entraîne des réactions de la part des travailleuses et travailleurs tunisiens.

Viviane Lafont

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 232 (mai-juin 2023) :

- PSA-Stellantis – Poissy : pour la démocratie ouvrière et syndicale
- L'intelligence artificielle
- La résurgence du pacifisme
- Afrique : une aide intéressée
- La voiture électrique
- Engels et la classe ouvrière anglaise

Prix : 2,50 euros-Envoi contre cinq timbres.



Écoles de Marseille: **pour ne pas voir l'amiante**

Les journalistes de l'émission Vert de Rage de France 5 ont enquêté sur la présence d'amiante dans les établissements scolaires. Leur travail a duré huit mois et a concerné plus de 19 000 écoles élémentaires et maternelles. Ils ont interrogé plus de 37 000 maires ou directeurs d'école, dont certains ont reçu de leur hiérarchie des injonctions de ne pas parler aux médias.

L'enquête a révélé que plus d'une école sur trois était amiantée, ce qui est conforme aux chiffres donnés par l'Association de défense des victimes de l'amiante, l'Andeva, qui parle de 85 % d'établissements scolaires comportant au moins un bâtiment construit avant 1997, date de l'interdiction de l'amiante en France.

En région PACA, au moins 369 écoles recèleraient de l'amiante, mais ce chiffre est très certainement sous-évalué. Dans

un bon nombre de cas, les diagnostics techniques amiante (DTA), pourtant obligatoires pour les locaux d'avant 1997, n'ont pas été réalisés, ou datent de plusieurs années, parfois plus de quinze ans.

Il est du coup bien difficile de se faire une idée de la situation exacte. Parfois, depuis le diagnostic, des travaux ont été réalisés ou au contraire, dans des écoles dont le diagnostic initial était négatif, l'usure du temps et le manque d'entretien des locaux ont fait que

des fibres d'amiante ont été libérées. Sur les cinq écoles marseillaises présentées lors de l'émission, les prélèvements de surface réalisés à l'aide de lingettes par les journalistes eux-mêmes ont été positifs dans quatre d'entre elles. Ils dépassaient le seuil d'alerte de 5 000 fibres par cm², un seuil réglementaire américain.

La mairie de Marseille, comme bien d'autres, avait refusé de répondre à l'enquête, et ce n'est qu'après la publicité occasionnée par l'émission que l'adjoint chargé du bâti scolaire a organisé en catastrophe une conférence de presse. Le message était : Ne vous inquiétez pas, il n'y a pas de danger immédiat, on fera des vérifications et on désamiantera. Il n'a pas précisé quand et avec quel argent, alors que l'État renvoie la



balle aux communes en disant que les travaux dans les écoles ne sont pas de sa responsabilité.

Depuis octobre 2021, un plan de rénovation des écoles marseillaises est en cours. Le budget initial était de 1,2 milliard d'euros, mais les besoins sont aujourd'hui évalués au double. Et si l'État finance le projet à hauteur de 400 millions, le reste consisterait en des prêts garantis, dans une ville déjà fortement endettée. Pour l'instant, les travaux avancent à pas de tortue : trois écoles neuves seulement ont été livrées et des chantiers ont

été ouverts dans une vingtaine d'établissements, sans que l'on sache si les travaux ne libèrent pas encore plus d'amiante dans l'environnement.

Les dangers de l'amiante sont connus depuis le début du 20^e siècle ; ce matériau est responsable de dizaines de milliers de morts et autant sont à prévoir dans les prochaines années. Le désamiantage des bâtiments scolaires devrait être une priorité nationale mais, pour les responsables politiques marseillais ou nationaux, c'est toujours : rien ne presse.

Correspondant LO

Asem - Rennes: le mouvement des écoles maternelles

La municipalité PS-PC-EELV de Rennes a renoncé, après des semaines de mobilisation, à envoyer les Asem (agents spécialisés des écoles maternelles) se remplacer d'une école à l'autre. Mais elle maintient son projet de suppression du pool de remplacement.

Ces travailleuses indispensables des écoles maternelles se battent contre la dégradation de leurs conditions de travail et pour une bonne qualité d'accueil des enfants. Elles sont 250 en tout et se retrouvent nombreuses à chaque mobilisation, venues de dizaines d'écoles dont la cantine est alors fermée. Jeudi 8 juin, elles étaient une centaine à se rassembler devant la mairie pour dire leur colère et échanger leurs

coordonnées pour s'organiser. Elles ont voté à l'unanimité la poursuite du mouvement. Une cinquantaine de soutiens étaient là : parents, instituteurs, enfants et militants solidaires, et les parents prévoyaient de venir pique-niquer avec leurs enfants jeudi 15 devant la mairie. Les Asem poursuivent la mobilisation, en interpellant les élus, en manifestant devant la Direction de l'enfance et en se déclarant en grève les mardis et jeudis.

Lundi 12 juin, il était prévu d'interpeller la maire lors de son discours... mais celui-ci a été annulé. Mardi 13 juin, il n'y avait pas de garderie du matin dans 52 écoles, pas de cantine dans 23 écoles. Elles étaient une petite centaine à nouveau devant la mairie le midi, avec plusieurs dizaines d'AESH (accompagnants d'élève en situation de handicap) appelés à la grève nationale. « Non aux citrons pressés à foison », « Asem surchargées sous pression, non ! », « Les Asem ne sont pas des pions ! ». Le message des banderoles était clair.

Correspondant LO



Les Asem devant la Mairie de Rennes, le 8 juin.

Lyon 7^e : écoles vétustes, mépris social

Suite à un fort orage survenu pendant le week-end du 3 juin, six classes de l'école Berthelier, située dans un quartier populaire du 7^e arrondissement de Lyon, ont été inondées, dont quatre où les faux plafonds se sont effondrés sur les tables des enfants.

L'orage était assez exceptionnel mais, étant donné l'état général de cette école, les conséquences deviennent habituelles. L'an dernier il y avait déjà eu trois inondations avec plusieurs plafonds effondrés, par chance à chaque fois en dehors des horaires de classe.

Les élus de Lyon, majoritairement des écologistes soutenus par des élus de la Nupes, ont jusque-là refusé d'engager des travaux d'urgence sérieux pour sécuriser l'école. L'an dernier, ils ont annoncé des travaux d'ampleur pour fin 2023, aujourd'hui repoussés à la mi-2024. Après une journée sans école, l'accueil des élèves se fait dans des

salles totalement inadaptées, bibliothèque, salle de photocopie, salle des maîtres, sans qu'aucune date soit annoncée pour une reprise normale.

Les parents se sont organisés pour dénoncer la situation, dans différents médias locaux ou nationaux. Ils sont inquiets à l'idée que les enfants retournent dans les locaux vétustes et demandent l'installation de préfabriqués confortables. La colère monte, car ils constatent le mépris avec lequel ce quartier est traité, bien conscients que les moyens déployés ne sont pas les mêmes dans des quartiers plus bourgeois de la ville.

Correspondant LO

Pénurie de médecins : le désert n'est pas près de reverdir

Comment repeupler les déserts médicaux ? Quiconque essaie de trouver un médecin traitant ou tente désespérément d'obtenir un rendez-vous avec un généraliste ou un spécialiste est convaincu de l'urgence de la question.



Le problème n'est pas nouveau. La population vieillit, le besoin de soins augmente et de plus, depuis les années 1970, le nombre d'étudiants en médecine a été limité par le fameux numerus clausus. La pénurie est devenue telle que depuis 2020, ce quota

a été supprimé à l'échelle nationale même si chaque faculté reste libre de fixer son nombre d'étudiants. Mais il faut au moins dix ans pour former un médecin et il faudra donc attendre avant que cette mesure procure un éventuel effet.

Pour tenter de faire face, des propositions fleurissent régulièrement pour répartir les nouveaux médecins sur le territoire. Aides à l'installation, primes, locaux ont été proposés afin d'inciter les jeunes médecins à s'installer là où la pénurie est la plus sensible. Mais le désert a continué à s'étendre.

Alors certains évoquent aujourd'hui la possibilité de revenir sur la liberté d'installation en demandant aux médecins nouvellement diplômés de choisir, au moins pour un certain temps, les régions insuffisamment pourvues. Le gouvernement, Première ministre et ministre de la Santé en tête, s'affolent donc au nom de la défense d'une médecine libérale intouchable et voient là une atteinte intolérable à la liberté d'exercice.

Certes, pour bien des professions libérales, la règle est de s'installer là où l'on

veut. Sauf que parmi toutes ces professions libérales, les médecins sont indispensables à toute la société. Pendant leur formation, les étudiants en médecine bénéficient d'ailleurs de l'hôpital public, de ses infrastructures, des professeurs payés par l'État. Une fois leurs connaissances acquises, il serait normal qu'ils les mettent à disposition de la collectivité en s'installant là où il manque le plus de médecins.

Le problème est que la solution proposée ne ferait que répartir la misère. Avant d'être une question

de répartition du nombre de médecins sur le territoire, le problème est celui de leur nombre insuffisant, résultat d'une politique qui dure depuis l'instauration du numerus clausus. Déjà à l'époque l'objectif était de limiter le nombre de médecins à venir, afin de limiter les dépenses de santé, avec l'approbation de bon nombre de médecins qui y voyaient avec plaisir l'éloignement de la concurrence. Alors, quoi qu'il adienne de ces propositions, le désert n'est pas près de reverdir.

Sophie Gargan

La Réunion : mobilisation contre Wuambushu



Samedi matin 10 juin, à la Réunion, une cinquantaine de militants de diverses organisations politiques de gauche et d'extrême gauche, de militants des droits de l'homme et d'associations de Mahorais et Comoriens ont manifesté contre l'opération Wuambushu de destruction des cases et d'expulsion des immigrés Comoriens à Mayotte décidée par le gouvernement français.

Les manifestants ont défilé pendant une heure dans le centre de Saint-Denis aux cris de « Stop Wuambushu ! ». En fin de cortège les militants présents ont pris la parole pour dénoncer la politique néo-coloniale de la France dans l'océan Indien, la complicité des régimes en place avec le pouvoir parisien depuis les indépendances, la politique de répression du gouvernement Macron. Il porte une écrasante responsabilité dans l'absence

d'infrastructures publiques à Mayotte comme l'adduction d'eau potable, la santé, l'éducation, le logement.

Plusieurs militants mahorais ont dénoncé le fait que, lors d'une opération de décasage, un ouvrier conducteur d'engin s'est retrouvé à détruire sa propre case, a fait suite à cela un AVC et en est mort.

Darmanin et Macron portent l'entière responsabilité de ce drame.

Un camarade de Lutte ouvrière est intervenu pour dénoncer la politique anti-pauvres du gouvernement que l'extrême droite appelle de ses vœux. Cette attaque contre les plus pauvres est une diversion destinée à cacher les responsabilités du gouvernement français dans la situation sociale dramatique qui règne à Mayotte. Les travailleurs ne doivent pas tomber dans le piège.

Correspondant LO

Labos pharmaceutiques : Macron aux petits soins

Dans le cadre de sa campagne dite de réindustrialisation du pays, le 13 juin, Macron s'est fendu d'un déplacement en Ardèche, dans les locaux du laboratoire pharmaceutique Aguetant. Il s'agissait d'annoncer des mesures, c'est-à-dire des aides, visant à relocaliser en France la production de médicaments.

Bien des malades se sont heurtés ces derniers temps à des pénuries de paracétamol, d'antiépileptiques ou de l'antibiotique amoxicilline. La raison invoquée par les industriels de la pharmacie est que 70 à 90 % de ces médicaments, ou des molécules qui les composent, sont fabriqués en Inde ou en Chine et soumis à une grande demande internationale.

Cette délocalisation est un choix ancien des grands groupes pharmaceutiques occidentaux. Au fil des années, les Novartis, Sanofi, Merck et autres Roche ont sous-traité leur production de molécules de base à des producteurs indiens ou chinois. Soit parce que leurs brevets étaient tombés depuis longtemps dans le domaine public, soit parce qu'elles sont trop basiques, ces molécules chimiques ne

leur rapportaient pas assez. Ils se sont donc concentrés sur des productions biotechnologiques bien plus rentables car vendues au prix de l'or.

Les ruptures d'approvisionnement de nombreux médicaments avaient commencé bien avant le Covid, des laboratoires cessant certaines productions en jugeant la marge trop faible. Mais l'arrêt momentané des usines et du commerce international a aggravé ces pénuries. Depuis, les dirigeants politiques occidentaux répètent qu'il faut « rebâtir une indépendance sanitaire » en relocalisant la production. Ainsi Macron a-t-il listé 450 médicaments vitaux, dont l'approvisionnement devrait être sécurisé et une cinquantaine devraient être produits en France. Pour y inciter les laboratoires, il va

financer leurs investissements et promet de relever le prix de remboursement de certains médicaments peu chers. En pleine crise du Covid, le patron du riche groupe Sanofi réclamait déjà un bonus sur le prix de chaque boîte « made in France ».

En réalité, « l'indépendance sanitaire de la France » sert de prétexte à Macron pour arroser Aguetant, Sanofi, Servier et les autres. À la fin, ces laboratoires riches fabriqueront ce qu'ils voudront, où ils voudront, car ils produisent des profits avant de produire des médicaments. Quant à l'État, pas plus sous Macron que sous ses prédécesseurs, il ne défendra l'intérêt général. Il est là pour réaliser les investissements que les capitalistes privés ne veulent pas faire pour garantir l'accès aux principes actifs, pour subventionner la recherche et assurer des débouchés.

Pour garantir l'approvisionnement en médicaments de la population, c'est l'expropriation des grands laboratoires qu'il faut préparer.

Xavier Lachau

Fonctionnaires : ça ne fait pas le compte !

Le gouvernement vient d'annoncer pour le 1^{er} juillet une hausse de 1,5 % du point d'indice qui constitue la base du calcul des salaires pour les fonctionnaires. Il y ajoutera un coup de pouce supplémentaire, 25 euros brut en moyenne par mois, mais seulement en janvier 2024, histoire d'épargner le budget de 2023.

Cette mesure concerne tous les fonctionnaires d'État, des collectivités et de la fonction hospitalière, soit 5,7 millions de salariés. La fonction publique se signalant par un grand nombre de travailleurs mal payés, entre autres ceux de catégorie C payés au smic,

dont les trois quarts sont des salariés de la fonction territoriale (mairies et collectivités), le gouvernement a promis de leur accorder des points d'indice supplémentaires. En vrai camelot, il ajoute même à ce petit paquet, pour les salaires inférieurs à 3 250 brut euros

par mois, une prime de 300 à 800 euros brut à toucher à l'automne et un remboursement du passe Navigo à 75 % au lieu de 50 %, en Île-de-France.

Il y a là un vrai travail d'illusionniste. Les primes qui constituent une large part des salaires des fonctionnaires sont par définition des éléments fluctuants. Cette dernière prime, de toute façon exceptionnelle, sera dans la fonction territoriale à la discrétion des employeurs. Il n'est pas du tout sûr qu'ils décident de la verser, que ce soit faute de

ressources ou par mauvaise volonté.

Les mesures gouvernementales se résument ainsi à une accumulation de miettes et à un chiffre en baisse par rapport à l'augmentation de juillet 2022 qui était de 3,5 %. Ce chiffre est inférieur à la hausse officielle des prix -5,1 % sur l'année selon l'Insee en mai. Il est encore plus ridicule si on le compare au racket très concret que représentent les hausses des prix de l'alimentation.

Sylvie Maréchal

SNCF : billets à des prix scandaleux

L'augmentation des billets TGV SNCF atteint des sommes importantes. Pourtant ces prix ne s'adressent pas à la partie la plus fortunée de la population, qui possède une ou des voitures, peut prendre l'avion et n'a que faire de ces éventuelles variations de prix.



Les augmentations de prix concernent ceux qui ne peuvent faire autrement que d'utiliser le train, pour eux et leur famille, pour se rendre sur leur lieu de vacances.

Ainsi, un Paris-Marseille cet été coûtera en moyenne

270 euros aller-retour par personne, en hausse de 33 % par rapport à l'an passé. Par comparaison, en avion sur une ligne régulière d'Air France, il est possible de trouver le même voyage pour 102 euros par personne. Marseille n'est pas

une exception mais à l'image des tarifs des lignes TGV.

La SNCF n'a pas le couteau sous la gorge à cause d'une situation financière catastrophique. Au contraire, elle a connu en 2022 une évolution de son chiffre d'affaires et de son bénéfice qui en fait le meilleur résultat depuis bien des années. Le chiffre d'affaires s'est monté à 41,4 milliards d'euros, en hausse de 21 % sur un an. La rentabilité de l'entreprise a permis à la SNCF de dégager en 2022, un bénéfice net de 2,4 milliards d'euros, et cela après les remboursements d'emprunts et provisions qui se chiffrent en milliards d'euros. Et c'est cette entreprise-là qui juge opportun de racketter ses voyageurs, puisque l'occasion s'en présente. C'est sans complexe qu'un des dirigeants de la

SNCF a froidement expliqué devant la caméra la cause de ces augmentations. Selon lui les demandes de billets dépassent de plus de 20 % l'offre disponible, alors il est logique d'augmenter les prix. La SNCF applique une logique capitaliste qui lui fait, depuis des années, fixer ce qu'elle appelle des « prix de marché ». En parallèle lorsqu'elle crée une pénurie, la demande dépasse l'offre et cela permet de taxer les clients.

Voilà ce qu'est aujourd'hui « la grande entreprise publique » dont tous les gouvernants sont fiers. C'est une entreprise capitaliste, préoccupée avant tout de faire du profit aux dépens de ses salariés comme de ses clients, fussent-ils les plus modestes.

Paul Sorel

Tecumseh – Barentin : non aux licenciements !

Tecumseh Europe, filiale du groupe américain Tecumseh Products Company, envisage de fermer son usine de Barentin, dans la banlieue de Rouen, qui emploie 103 personnes. L'échéance est pour le moment prévue en novembre 2023.

Ce groupe international spécialisé dans la fabrication de moteurs électriques pour installations frigorifiques ne connaît pas la crise. Il se plaint simplement des coûts de fabrication supérieurs, selon lui, de 30 à 50 % aux coûts envisagés dans un pays asiatique (on parle de la Malaisie...)

Selon le porte-parole de l'entreprise, « il en va de la survie du groupe » ! Façon pudique de dire qu'il s'agit

de maximiser les profits pour satisfaire les actionnaires. Pour les travailleurs, il n'est envisagé que d'offrir

quelques reclassements, sans avancer de nombre, dans d'autres usines... situées en Isère. Ou de les « aider à retrouver un emploi ». Comment ? Mystère !

Le ministre de l'Industrie qui a rencontré les dirigeants le 1^{er} juin, leur a fait les gros yeux, mais n'a

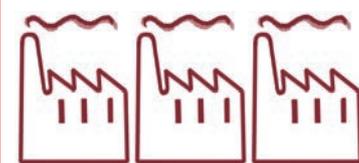
pu infléchir leur décision. À supposer qu'il en ait eu l'intention...

Les travailleurs de Tecumseh ne veulent pas se laisser réduire au chômage pour le plus grand bénéfice du groupe, et ils ont bien raison !

Correspondant LO



Dans les bulletins Lutte ouvrière



Secret de Polichinelle

Les plus gros patrons utilisateurs du Fret ne payent pas ce que coûte le transport. Dans le monde des capitalistes, ce type de pratique est courant. Mais elle est cachée derrière la pudique appellation de « secret commercial ».

Au chemin de fer, la traçabilité nous est sans cesse rabâchée : on sait qui a fait une épreuve de frein, et on ne saurait pas qui a profité des 5,3 milliards de subventions accordées ces dernières années ?

En tout cas, ce n'est pas aux salariés d'en faire les frais.

SNCF Paris Est

La goutte qui fait déborder le vase

Les aiguilleurs du poste automatisé de Dijon ont fait grève à 100 % durant cinq jours. De réorganisation en réorganisation, de manque d'effectifs en congés refusés, la colère a éclaté. Ils ont imposé notamment l'arrêt de la suppression annoncée de deux postes.

Une nouvelle démonstration de la force collective que représentent les travailleurs.

SNCF Technicentre de Vénissieux

Grève éclair

Mi-mai, les salariés d'Onet nettoyage du métro et du RER démarraient une grève massive. En deux jours ils ont obtenu 400 euros de prime, 6 % pour les salariés hors grille, deux jours de repos hebdomadaire et le paiement des jours de grève.

Qu'on se le dise !

Roissy CDG

L'indécence

Pour réparer le HF4, la direction a récupéré des staves (plaques de refroidissement) d'une usine ArcelorMittal en Ukraine. Dans son flash, la direction parle d'une « belle solidarité de nos collègues ukrainiens ».

Traduction : ArcelorMittal déplace le matériel là où les profits sont les plus sûrs.

ArcelorMittal Dunkerque

Idea Optical - Lannion : une semaine de grève

Pendant une semaine, à l'appel des travailleurs du stock et de la production, une cinquantaine de salariés d'Idea Optical, sur les 200 que compte l'entreprise, dont 60 intérimaires, se sont mis en grève pour une revalorisation des salaires. Ils dénonçaient par la même occasion la dégradation des conditions de travail et de management.

Spécialisée dans la fabrication de systèmes de câblage pour les réseaux en fibre optique et installée depuis dix-sept ans à Lannion, dans les Côtes-d'Armor, Idea Optical est une de ces dizaines de start-up qui ont vu le jour à la suite des décompositions-recompositions de l'industrie électronique de la zone industrielle des LTT, Alcatel, Nokia. Filiale du groupe normand Acome, « groupe industriel international... Fleuron technologique de l'industrie française... au cœur des nouvelles technologies... », et « implanté sur quatre continents », ce groupe, avec 600 millions d'euros de chiffre d'affaires, se vante d'avoir « une stratégie de long terme et une

spécialisation dans les produits à forte valeur ajoutée technologique ». Il dit « s'inscrire dans la lignée de ses valeurs humanistes et coopératives » et en tout cas n'est pas à proprement parler une petite entreprise.

La grève a débuté lundi 5 juin, à l'initiative d'ouvriers des stocks et de production, suivis par d'autres ateliers. Tout au long de la semaine, ils ont été rejoints, ponctuellement, par d'autres salariés qui tenaient à marquer leur solidarité en débrayant, dans l'attente de la réunion prévue par le patron le vendredi. En l'absence de syndicat, pour nombre d'entre eux, il s'agissait de la première grève. Le manque d'assurance des grévistes au début



a vite fait place à la joie de se retrouver ensemble, d'apprendre à se connaître et, le moral aidant, à discuter de tous les problèmes dans l'entreprise, de l'égalité des salaires hommes-femmes entre autres... et de la vie chère.

Ayant fait connaître leur grève lors de la manifestation sur les retraites du 6 juin, les travailleurs ont eu les jours suivants la visite et le soutien de quelques militants locaux qui les ont confortés dans leur lutte.

Lors de la réunion du vendredi avec le patron, les plus déterminés revendiquaient 12 % d'augmentation et la majorité ne voulait pas descendre au-dessous de 10, face aux 5,5 % proposés

par la direction. Finalement, après un débat houleux, la reprise a été votée, sous les applaudissements, les grévistes ayant obtenu 8 %.

Pour beaucoup, ce n'est que partie remise. Une minorité pense qu'il était possible d'obtenir plus, mais pour tout le monde l'essentiel est ailleurs. L'ambiance entre des travailleurs qui

se côtoyaient depuis des années sans se connaître vraiment a changé, avec la solidarité, la joie même d'être ensemble et la fierté d'avoir osé relever la tête. Comme le disait l'une d'entre eux : « Le positif aussi c'est la cohésion qu'on a trouvée dans cette lutte, sans prise de tête, ça a permis de mieux se connaître. »

Correspondant LO

Roval - Flers : ras-le-bol, on débraye !

À l'usine de cosmétiques Roval de Flers, dans l'Orne, 200 travailleurs sur 430 ont débrayé une heure sur chacune des trois équipes à l'appel des militants CFTD et CGT. Du jamais-vu depuis vingt ans et une première pour une grande partie des ouvrières et ouvriers de l'usine.

Le mécontentement s'est exprimé sur tout ce qui ne va pas, et la liste est longue. Depuis un moment, les travailleuses et les travailleurs discutaient et constataient les salaires trop bas et les conditions de travail de plus en plus difficiles à supporter. Le mécontentement s'est trouvé accentué avec l'annonce d'un samedi travaillé obligatoire.

Sur les salaires, la direction se vante dans la presse d'embaucher au-dessus du smic. Chez Roval, on tourne à 12,25 euros brut de l'heure. Les nouveaux sont embauchés à 12 euros, 48 centimes au-dessus du smic horaire brut. Comment ne pas ressentir alors les déclarations du patron comme une provocation, d'autant plus quand les prix des produits de grande consommation décollent, y compris ceux des produits sortis des chaînes de Roval, crèmes, shampoings, parfums et autres produits d'hygiène et de soins vendus sous marque distributeur.

Roval, qui fait partie, avec treize autres entreprises, du groupe Anjac, contribue à la richesse de la famille Chauffour, classée 261^{ème} plus grosse fortune du pays par le magazine Challenges avec 450 millions d'euros. Il y a donc, dans les caisses patronales, largement de quoi payer les 8 % d'augmentation de salaire revendiqués par les travailleurs, et même au-delà, si on se règle sur l'augmentation réelle des prix alimentaires. Les travailleurs revendiquent également l'obtention d'un 13^e mois et le paiement des temps de pause, prévu pourtant dans la convention collective, mais que le patron se garde.

Malgré les tentatives d'intimidation de la hiérarchie, près de la moitié des salariés, majoritairement de la production, ont exprimé leur mécontentement et leur colère. Cela sera utile pour la suite.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent Cachez la poussière et les ouvriers...

Je travaille à MCA, à Maubeuge, une usine d'une filiale de Renault. La venue de Sénard, l'un des principaux dirigeants du groupe, mercredi 7 juin, m'a particulièrement choqué. Le fossé qui sépare ceux qui travaillent de ceux qui en profitent sautait à la figure.

Une semaine avant sa venue, tous les chefs et les cadres étaient dans tous leurs états. Tout devait être beau et propre pour son passage : les haies du parking ont été taillées, les passages piétons repeints, ainsi que les allées piétonnes à l'intérieur de l'usine mais... uniquement là où Sénard allait passer. Au niveau du showroom, d'immenses flocages sont apparus sur le prétendu avenir radieux de

la technologie et de l'environnement made by Renault.

Le jour même, la sécurité était sens dessus dessous : aucun ouvrier non autorisé ne devait se trouver sur son passage. J'ai appris que des travailleurs sous-traitants, simplement en pause dans leur véhicule, ont dû aller se garer ailleurs. C'est sûr qu'en touchant 450 000 euros par an, il ne faudrait pas que sa vue soit troublée par des ouvriers !

Cette hypocrisie me choque d'autant plus qu'il y a de nombreux problèmes de sécurité et de vétusté dans les locaux. Rien que pour les toilettes, certaines sont d'un autre âge : sans cuvette pour s'asseoir et, comble du ridicule, avec une brosse

attachée au tuyau par une chaîne.

Dans l'usine, sa venue a fait discuter. Tout le monde se rappelle la manifestation de 8 000 personnes contre les menaces de fermeture de MCA, où s'étaient retrouvés de nombreux salariés avec leur famille et amis. Dans la période à venir, il faudra de nouveau nous mobiliser, car ces PDG, et les actionnaires qu'ils représentent, nous mènent la guerre : ils veulent tirer de nous toujours plus de profit et à n'importe quel prix. Et même si Sénard s'est caché pour sa visite, nous savons que, sans nous, les travailleurs, ces gens-là ne sont rien.

Un travailleur
en colère

Arkema-Daikin - Pierre-Bénite : empoisonnés à petit feu

Une nouvelle enquête journalistique montre la responsabilité directe d'Arkema et de Daikin sur le site de Pierre-Bénite, dans le Rhône, dans la contamination aux PFAS (polluants éternels), et cela depuis plus de vingt ans.

Cette contamination concerne les travailleurs de ces deux entreprises, mais aussi les populations des communes environnantes. En 2008, les travailleurs de Daikin présentaient un taux de PFOA dans le sang (un perfluoré utilisé entre autres dans le revêtement anti-adhésif d'ustensiles de cuisson) 1 000 fois supérieur à la moyenne nationale. Et, huit ans après l'arrêt de cette production, le taux de contamination était encore 400 fois supérieur à la moyenne.

À Arkema, c'est un autre perfluoré, le PFNA, qui a contaminé les travailleurs, en particulier ceux de l'atelier Kynar où se faisait cette production. En 2022, six ans après l'arrêt de ce produit, les travailleurs concernés présentaient encore un taux de contamination dix-sept fois supérieur à la moyenne. Dans cet atelier, c'est seulement sous la pression des travailleurs que la direction a finalement consenti à mettre en

place des tests de contrôle.

À l'époque, personne n'imaginait que la pollution aux perfluorés s'étendait aussi très largement à la population d'un grand nombre de communes environnantes, au point que des mesures d'interdiction de consommation d'œufs ou de volaille ont été prises. Et les analyses sanguines faites sur des riverains démontrent toutes des taux de PFAS anormalement élevés.

On estime aujourd'hui que plus de 200 000 personnes seraient contaminées par le rejet dans la nature, et en particulier dans le Rhône, des résidus de production qui représentent 3,5 tonnes par an pour Arkema. L'eau potable de plusieurs communes est en effet puisée dans ce fleuve.

Alors l'inquiétude est forte parmi les riverains, qui se demandent à quelles conséquences pour leur santé ils doivent s'attendre, ainsi que parmi les travailleurs, notamment ceux qui

ont manipulé ces produits sans aucune protection pendant des années. Mais les plus jeunes s'interrogent aussi sur les risques qu'ils encourrent.

Les directions d'Arkema et de Daikin expliquent aujourd'hui qu'elles n'utilisent désormais que des PFAS « non bioaccumulables » et qu'elles ont mis en place des systèmes de filtration pour en relâcher le moins possible dans l'environnement. Mais comment leur faire confiance ? Pendant des décennies, alors que la toxicité et la persistance de ces molécules étaient connues, elles n'ont rien fait. Elles se retranchent derrière l'absence de législation sur ces molécules pour justifier leur inaction. Elles bénéficient aussi de la complicité, au moins passive, des pouvoirs publics, toujours plus prompts à fermer les yeux sur les agissements des industriels qu'à se soucier de la santé de la population.

Une chose est certaine : la population ne pourra compter ni sur les uns ni sur les autres pour assurer sa santé et sa sécurité.

Correspondant LO



Saint-Étienne : coup de chaud à Grand Frais

L'équipe de caisse du magasin Grand Frais à Saint-Priest-en-Jarez, dans la banlieue de Saint-Étienne, est en grève depuis samedi 10 juin pour une augmentation de salaire. C'est une première depuis la création du magasin, il y a trente-cinq ans.

La vingtaine de grévistes – soit tous les employés de caisse en CDI – sont présents devant le magasin, avec une pétition que les clients signent volontiers, et des salariées de Grand Frais Firminy sont venues les soutenir. Comme tous les Grand Frais, le magasin est organisé en entreprises séparées, pour mieux diviser les travailleurs. Les caisses sont gérées par un groupement d'intérêt économique, la boucherie appartient à la société Despi, des frères Despinasse, à la fortune de 700 millions d'euros. Euro Ethnic Food contrôle les Épiceries d'ici et d'ailleurs, auparavant

détenues par les frères milliardaires Bahadourian, et aujourd'hui gérées par le fonds d'investissement PAI Partners (BNP Paribas).

Les caissières se sont vu retirer des avantages auxquels elles pouvaient prétendre, comme leur prime d'ancienneté. « On est vues comme des chiens », a dit l'une d'elles. Beaucoup sont en CDD, ou à temps partiel. Elles réclament deux euros brut d'augmentation de salaire horaire, soit au moins 150 euros net par mois. Ce serait bien le moins quand on voit les fortunes auxquelles leur travail contribue !

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Inde : un accident ferroviaire annoncé

L'Inde, où vient de se produire un dramatique accident ferroviaire, compte le plus grand réseau au monde appartenant à un même propriétaire. Il transporte 8 milliards de passagers par an, sur près de 70 000 km de voies et 700 gares.

Un grand nombre des 1,75 million de cheminots vivent dans des quartiers ferroviaires spéciaux. Mais une grande partie de l'infrastructure ferroviaire, datant de la période coloniale, reste archaïque.

Depuis les années 1990, une grande partie du système ferroviaire a été vendu à des entreprises privées – notamment les gares, la construction et l'entretien des wagons, la signalisation, l'entretien des voies, l'entreposage, la restauration, l'hôtellerie... D'autres parties, telles que les ateliers de réparation, devraient être privatisés prochainement. 59% des voies sont électrifiées, mais de nombreux trains roulent encore au diesel.

L'accident s'est produit le 2 juin, dans l'État d'Odisha, dans l'est du pays, lorsque trois trains sont entrés en collision. Selon les premiers rapports des médias, le Coromandel Express, un train de passagers qui roulait à 120 km/h, a été dévié à tort de la ligne principale vers une ligne parallèle, où il a heurté un train de marchandises à l'arrêt. L'accident a entraîné le déraillement de 21 voitures, qui ont heurté un autre train de passagers circulant sur une autre voie. On estime à 275 le nombre de morts et à 1 100 le nombre de blessés. Plus de 100 corps, mutilés et brûlés, restent non identifiables. Il s'agit de la pire catastrophe ferroviaire

en Inde depuis près de trente ans. Le gouvernement Modi a immédiatement pointé du doigt les « criminels » et les « saboteurs ». Mais le véritable coupable est la privatisation rampante de ce vaste réseau, qui remonte aux années 1990 et dont les gouvernements dirigés par le Parti du Congrès et le parti majoritaire, le BJP, sont responsables.

Privatisation et coupes budgétaires

Si la cause précise de cet accident reste « en cours d'investigation » – on ne sait pas si la signalisation ou l'entretien des voies, ou les deux, sont en cause – une telle catastrophe devait arriver, dans un système qui a été dégradé et mis en pièces pour le profit privé au cours des trois dernières décennies.

Au cours de cette période, des dépôts essentiels pour l'entretien des trains ont été fermés et des contrats lucratifs ont été attribués à des entreprises comme Alstom, Hitachi, Siemens, Adani, Tata et Jindal. Celles-ci ont négligé des règles de sécurité ferroviaire, concernant l'emplacement des signaux, des limites de charge, etc. Par exemple, alors que les signaux sont censés être toujours placés à la hauteur du regard des conducteurs, à gauche de la voie, les sous-traitants les ont placés de manière aléatoire, les rendant invisibles. Les trains



Sauveteurs après l'accident de train du 3 juin.

de marchandises sont régulièrement chargés au-delà de leur capacité, ce qui augmente les risques de déraillement ou de bascule.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Modi en 2014, la situation n'a fait qu'empirer. Au lieu de procéder à des rénovations de base, les fonds ont été détournés pour acheter des trains taponnés à l'œil Vande Bharat (Vive l'Inde). Peu importe le fait que, compte tenu de la mauvaise qualité des voies, ces trains ne puissent rouler qu'à la moitié des 160 km/h théoriques!

Malgré un audit gouvernemental sur les accidents ferroviaires, qui a montré que leur principale cause était un renouvellement tardif ou inadéquat des voies, près de 10 000 km de celles-ci ont aujourd'hui dépassé la date prévue pour leur remplacement. Environ 8 000 km de voies, y compris le tronçon où s'est produit l'accident d'Odisha, sont utilisés à plus de 100% de leurs capacités. Le budget consacré à la sécurité ferroviaire a été réduit de 79%; des ponts centenaires n'ont

pas été reconstruits, des machines qui auraient dû être remplacées il y a cinquante ans sont toujours en service. Les compartiments de troisième classe, utilisés par les travailleurs et les pauvres, sont de plus en plus bondés.

Attaques contre les cheminots

Les emplois ont fait l'objet d'attaques. Au moins 80 000 postes ont été supprimés depuis 2010. Tous les services manquent cruellement de personnel et les postes sont laissés vacants. Dans la South-Central Railway Division de l'Odisha, 16 000 des 93 000 postes sont vacants, dont 11 012 dans le département de la sécurité.

Les systèmes de signalisation et de déviation des voies doivent souvent être neutralisés manuellement par le personnel des gares. Dans un passé récent, des accidents majeurs ont été évités uniquement parce que les conducteurs de train se sont aperçus à temps qu'ils avaient été aiguillés à tort vers une ligne attribuée à un autre train.

Pour couvrir les postes

vacants, les conducteurs, qui sont légalement censés ne pas travailler plus de neuf heures, sont contraints de travailler 11 à 13 heures et cinq à six nuits consécutives, parfois sur des trains qu'ils ne sont pas qualifiés pour conduire. Les travailleurs permanents chargés de l'entretien ont été remplacés par des sous-traitants locaux non qualifiés. Les ouvriers qui assurent l'entretien des voies ont vu leur zone de patrouille étendue à plus de 20 km par jour – une distance presque impossible à parcourir.

L'accident ferroviaire d'Odisha était donc bien un accident programmé et tous les signes avant-coureurs étaient là. Le président Modi a chargé son Bureau central d'enquête de trouver les « coupables » de l'accident. Mais les gouvernements successifs et les patrons des entreprises parasites sont les premiers à avoir du sang sur les mains.

Cet article est une correspondance de nos camarades de Workers' Fight (Grande-Bretagne – UCI)



Été 2023 : Lutte ouvrière à votre rencontre

Les militants de Lutte ouvrière reprennent dès le 26 juin leurs tournées d'été, qui se dérouleront jusqu'à fin août.

Au travers des grèves et des multiples manifestations contre la réforme des retraites, les travailleurs ont relevé la tête. Ils ont pu commencer à mesurer leur force.

Certes, la loi est passée, mais la colère est toujours présente. La solidarité manifestée au cours du mouvement, la fierté de ne pas avoir subi sans réagir, ainsi que l'expérience acquise serviront de base pour que les prochaines luttes démarrent à un niveau supérieur.

Comment préparer les prochaines luttes, comment regrouper de plus en plus de travailleurs décidés à s'opposer aux diktats des possédants et de leurs laquais au pouvoir? C'est de cela que les militants de Lutte ouvrière souhaitent discuter avec tous ceux qu'ils rencontreront cet été.

Franche-Comté

Lundi 26 juin :

Belfort

Mardi 27 juin :

Pays de Montbéliard

Mercredi 28 juin :

Pays de Montbéliard

Jeudi 29 juin :

Vesoul

Vendredi 30 juin :

Pontarlier

Samedi 1^{er} juillet :

Besançon

